

*Initiatives ministérielles**[Français]*

Il y a eu cet été de nouvelles secousses provenant d'Oka et des contreforts des Rocheuses. Avec le temps, toutes ces secousses ont ébranlé les assises de la Confédération. Et il reste peu de temps avant que la prochaine se fasse éventuellement sentir, avec le dépôt, probablement le printemps prochain, du rapport de la Commission parlementaire québécoise élargie que présideront Michel Bélanger et Jean Campeau. Entre-temps, il s'est produit un effritement quand même assez considérable du consensus sur le genre de pays qu'est le Canada—sur ce que nous devrions tous pouvoir attendre de notre pays et ce que nous devrions tous être prêts à faire pour lui.

Les attitudes influent sur les décisions et les décisions entraînent fatalement des conséquences. Le rapatriement de la Constitution en 1982, sans l'accord du Québec, a eu de profondes conséquences sur l'attachement des Québécois au Canada. Et le naufrage de l'Accord du lac Meech, qui avait été conclu pourtant grâce à l'appui unanime de tous les gouvernements au Canada, l'a affaibli encore davantage.

[Traduction]

Le fait que nous ne soyons pas parvenus, au bout de quatre conférences des premiers ministres sur la Constitution, à régler la question de l'autonomie gouvernementale des autochtones a suscité un profond mécontentement, comme nous avons pu le constater partout au pays cet été.

Les politiques économiques qui, pendant des décennies, ont favorisé le centre du pays aux dépens de l'Ouest, ont eu de sérieuses incidences sur l'attitude des gens de cette région envers leurs institutions nationales.

Et nos concitoyens de l'Atlantique ont trop souvent eu le sentiment que leurs intérêts n'avaient pas la même priorité que ceux des autres régions, et fréquemment, ils avaient raison.

Le chamaillage politique souvent inutile qui est devenu courant à la Chambre des communes et le triste spectacle que les sénateurs ont offert le mois dernier devant tous les Canadiens ont de graves répercussions sur la crédibilité de tout le processus politique et de tous ceux qui y participent.

La politique économique des gouvernements qui, au cours des dernières décennies, ont donné aux Canadiens beaucoup plus que ce qu'ils payaient en impôt, a aujourd'hui de coûteuses conséquences. Il va falloir maintenant payer la facture: l'énorme dette nationale, la dépendance envers les emprunts à l'étranger, les hausses d'impôts et les coupures dans les services gouvernementaux, à un moment où le pays a du mal à payer les intérêts composés sur l'importante dette publique. Au moment où le gouvernement fédéral a le plus besoin de sa force économique, Ottawa doit s'évertuer à remettre de l'ordre dans la situation financière du pays.

Peu importe le gouvernement en place, cette obligation serait toujours là. Plus important encore, et c'est là qu'intervient la dimension politique, cette situation financière empêche le gouvernement fédéral d'utiliser les leviers économiques susceptibles de renforcer la fédération, de réduire les écarts ou d'apaiser les craintes légitimes des particuliers, des collectivités ou des régions.

Le défi qui se pose à tous les Canadiens et Canadiennes est simple: avoir la clarté d'esprit nécessaire pour apprendre ces importantes leçons et la sagesse de ne pas refaire les mêmes erreurs.

[Français]

Il est temps que nous fassions tous un examen profond de conscience. L'avenir du Canada dépend de la réponse que nous donnerons à quelques questions quand même bien simples, mais extrêmement importantes: Voulons-nous tous continuer de vivre ensemble? Quel genre de pays voulons-nous? Les Canadiens ont-ils encore des valeurs, des espoirs, des aspirations et des intérêts communs? Est-il possible pour le Québec, quand même seule province francophone de façon majoritaire du pays, d'obtenir à l'intérieur de notre fédération la sécurité culturelle et le respect de son identité?

[Traduction]

Le sentiment d'aliénation que ressentent les provinces de l'Ouest pourrait-il être dissipé grâce à des changements d'attitudes fondamentaux ailleurs au pays? Dans un pays où tous les citoyens sont égaux, comment est-il possible de répondre aux besoins des régions les moins peuplées, et à ceux des minorités linguistiques et des peuples autochtones?

Le partage actuel des pouvoirs entre les paliers de gouvernement fédéral, provincial et local convient-il encore aujourd'hui même si bon nombre de ces pouvoirs sont restés inchangés pendant 125 ans tandis que se